

CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE MISE À DISPOSITION D'UN ESPACE DE STOCKAGE

Préambule

Les présentes Conditions Générales régissent la mise à disposition d'un espace de stockage proposé par la SOCIETE et sont partie intégrante du Contrat entre la SOCIETE et le CLIENT. Elles sont pleinement opposables au CLIENT qui les a acceptées avant de conclure le contrat.

La SOCIETE s'assure également que leur acceptation soit claire et sans réserve en mettant en place une case à cocher et un clic de validation.

Le CLIENT déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des présentes Conditions Générales, des Conditions Particulières liées au service proposé, et les accepter sans restriction ni réserve.

Le CLIENT reconnaît qu'il a bénéficié des conseils et informations nécessaires afin de s'assurer de l'adéquation de l'offre à ses besoins.

Le CLIENT déclare être en mesure de contracter légalement en vertu des lois françaises ou valablement représenter la personne physique ou morale pour laquelle il s'engage.

Sauf preuve contraire les informations enregistrées par la SOCIETE constituent la preuve de l'ensemble des transactions.

1. OBJET ET DEFINITIONS

Le CLIENT bénéficie, pendant la durée du contrat, de la mise à disposition d'un ESPACE DE STOCKAGE expressément désigné aux conditions particulières qui seront régularisés par ce dernier. Cet espace est exclusivement destiné au stockage et au rangement des biens personnels du CLIENT. En contrepartie, le CLIENT s'engage à payer à la SOCIETE une redevance mensuelle selon les modalités prévues dans le présent contrat et à utiliser l'espace de stockage mis à sa disposition dans le respect de toutes les conditions définies aux présentes conditions générales. Le contrat est composé des présentes Conditions Générales, des Conditions Particulières et de leurs annexes éventuelles.

Le terme « SOCIETE » désigne toutes les sociétés exploitant un site de self-stockage sous l'enseigne TITAN CONTAINERS.

Le terme « CLIENT » désigne la personne physique ou morale, utilisatrice de l'espace de stockage pour lequel a été conclu un contrat de mise à disposition avec la SOCIETE.

Le terme « ESPACE DE STOCKAGE » désigne soit un container, soit un box soit une surface de stockage dédiée selon les centres de stockages de la SOCIETE.

Le CLIENT entrepose ses biens dans le ESPACE DE STOCKAGE dont la nature devra faire l'objet d'une simple déclaration au moment de l'établissement du devis sans pour autant que la SOCIETE ait le pouvoir de vérifier ensuite la nature, la consistance, la valeur, l'origine ou l'importance des biens entreposés. L'entreposage est sous la seule et unique responsabilité du CLIENT qui s'engage à respecter toutes les conditions définies aux présentes et aux conditions particulières.

Le présent contrat ne pourra en aucun cas s'analyser ou s'assimiler à un contrat de dépôt. La SOCIETE n'a par conséquent aucune obligation de garde, de surveillance, d'entretien ou de conservation et de restitution des biens entreposés. Les dispositions des articles 1927 et suivants du code civil ne sont donc pas applicables au présent contrat. En aucune circonstance, la SOCIETE ne pourra ainsi être qualifiée comme dépositaire ou gardien des biens que le CLIENT entrepose dans l'espace mis à sa disposition. La SOCIETE n'effectuera aucun contrôle sur la conformité des biens entreposés pendant la durée du contrat, sauf en cas de réquisition par une autorité judiciaire ou administrative compétente.

Le contrat s'entend exclusivement comme un contrat de prestation de services de self-stockage et de prestations annexes proposées par la SOCIETE. Le contrat ne pourra donc pas s'analyser comme un bail ce qui exclut formellement le statut des baux commerciaux et l'application des dispositions relatives à ce statut et ceci quelle que soit la durée d'utilisation effective du box ou la forme sociale du CLIENT.

Le CLIENT accepte expressément que le courrier électronique soit par défaut le seul moyen de communication avec la SOCIETE pour les échanges limitativement énumérés ci-après : l'envoi d'un devis sollicité par le CLIENT en cours de contrat, l'envoi de facture, l'envoi d'une demande de fourniture d'une attestation de l'assureur du CLIENT, l'envoi du courrier informant le CLIENT d'un changement d'ESPACE DE STOCKAGE et l'envoi du courrier d'information visé à l'article L. 215-1 du code de la consommation reproduit ci-dessous. Le CLIENT qui refuserait expressément ce mode de communication devra en aviser la SOCIETE au moment de la souscription du contrat. L'adresse du courrier électronique de la SOCIETE et du CLIENT figureront expressément sur les conditions particulières. Toute modification de l'adresse de courrier électronique de l'une des parties doit être signalée à l'autre partie conformément à l'article 10.

Les courriers ayant un autre objet et qui ne sont pas énumérés ci-dessus feront l'objet d'un envoi par voie postale.

2. DUREE DU CONTRAT

Sauf disposition contraire stipulée aux Conditions Particulières, le présent contrat est conclu pour une durée initiale de 30 jours calendaires minimum à compter de la date de mise à disposition de l'espace de stockage qui sera considérée comme la date de prise d'effet du contrat. En cas de prise d'effet du contrat à une date différente du 1^{er} du mois, la période initiale prendra fin le dernier jour du mois suivant. A l'issue de la période initiale dont la durée est mentionnée aux Conditions Particulières, le contrat sera renouvelé par tacite reconduction pour une durée similaire à la durée initiale qui ne pourra être inférieure à 30 jours calendaires, selon la redevance mensuelle en vigueur à la date du renouvellement du contrat.

Sauf dans le cas d'un non-respect des obligations incombant au CLIENT, la partie qui n'entend pas renouveler le contrat à son échéance, devra en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception avec un préavis minimum de 15 jours francs avant sa date d'échéance. Ce préavis commencera à courir à compter de la date d'expédition figurant sur la lettre recommandée avec accusé réception informant la SOCIETE de la volonté du CLIENT de mettre un terme au contrat le cachet de la poste faisant foi (par exemple lettre de préavis expédiée au plus tard le 15 juin pour une échéance de contrat au 30 juin). En cas de non-respect du délai de préavis, le présent contrat sera renouvelé jusqu'à l'échéance suivante.

Conformément à l'article L. 215-4 du code de la consommation, les dispositions des articles L. 215-1 à L. 215-3 et L. 241-3 sont intégralement reproduites ci-dessous :

Art. L. 215-1 : Pour les contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non-reconduction.

Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction.

Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du contrat. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent légalement certains contrats à des règles particulières en ce qui concerne l'information du consommateur.

Art. L. 215-2 : Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement. **Art. L. 215-3 :** Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels.

Art. L. 241-3 : Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.

3. DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION

Par ce contrat, la SOCIETE met à la disposition du CLIENT un espace de stockage que ce dernier s'engage à utiliser conformément aux présentes Conditions Générales sauf disposition contraire prévue aux Conditions Particulières.

3.1. Destination

L'ESPACE DE STOCKAGE est à usage exclusif d'entreposage de biens autorisés où il est notamment interdit :

- De l'utiliser à des fins d'activités illégales, délictuelles, criminelles, immorales et par extension toutes activités interdites ;
- De l'utiliser à des fins d'habitation, d'y séjourner même temporairement, d'y établir sa résidence habituelle, temporaire ou même secondaire ;

- D'y exercer une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou autre ;
- De l'utiliser comme adresse commerciale, lieu de travail, bureau ou autres, d'y employer du personnel ;
- D'y établir son siège social ou un établissement et de le déclarer notamment au Registre du Commerce et des Sociétés, au Répertoire des Métiers, à l'Urssaf et d'y recevoir des clients ;
- D'y faire adresser son courrier ;
- De céder ou nantir au profit d'un tiers un quelconque droit sur cet espace de stockage, ou de le mettre en tout ou partie à disposition d'un tiers, même à titre gracieux ;
- De le sous-louer ou de partager, même à titre gracieux ;
- D'entreposer des biens, produits, matériels interdits ;
- De brancher ou utiliser des appareils électriques.

3.2. Conditions d'utilisation de l'ESPACE DE STOCKAGE

a. Accès et occupation

L'accès à l'ESPACE DE STOCKAGE s'effectue librement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf cas de fermeture exceptionnelle, grâce au moyen d'accès qui lui sera remis au plus tard à la date d'effet du contrat. La SOCIETE n'est pas responsable des interruptions de services, dysfonctionnements techniques pouvant survenir pour une cause indépendante de la volonté de la SOCIETE et de son personnel.

En cas de perte par le CLIENT de son moyen d'accès au site remis par la SOCIETE, il ne pourra être réactivé que sur rendez-vous du Lundi au Vendredi. En cas de perte du moyen d'accès par le CLIENT, le remplacement lui sera facturé par la SOCIETE au montant forfaitaire de **20,00 euros HT**.

La SOCIETE se réserve le droit de retarder, à tout moment, l'accès du CLIENT à son ESPACE DE STOCKAGE si le nombre de clients présents simultanément sur le site empêche un accès en toute sécurité pour l'ensemble des usagers.

Aucune installation dans un nouvel ESPACE DE STOCKAGE ni transfert ne pourra s'effectuer en dehors des horaires d'ouverture des bureaux et hors la présence d'un responsable. Le CLIENT s'engage à occuper son ESPACE DE STOCKAGE raisonnablement et conformément à sa destination.

Le CLIENT accepte expressément les règles et les mesures d'hygiène et de sécurité mises en place par la SOCIETE. En particulier, il s'engage notamment à :

- maintenir l'ESPACE DE STOCKAGE mis à sa disposition dans un parfait état de propreté,

- maintenir sa porte constamment fermée en dehors des périodes nécessaires à la manutention de ses biens entreposés,
- ne pas diffuser de musique lors de sa présence aux abords ou dans son ESPACE DE STOCKAGE et ne pas être à l'origine de nuisances en tous genres pouvant gêner les autres clients et le personnel,
- ne pas apposer de panneaux, affiches, écriteaux sur les parois internes et externes de son ESPACE DE STOCKAGE ni en tout autre endroit du site de la SOCIETE,
- ne pas y effectuer de branchements et/ou connexions pour appareils électriques, appareils numériques, motorisés...
- ne pas y installer d'éléments fixes, percer, peindre ou modifier les parois de l'ESPACE DE STOCKAGE.
- ne pas causer de pollution environnementale quelle qu'elle soit.

b. Interdictions de stockage

Le CLIENT ne stockera pas de produits dangereux, prohibés, inflammables, toxiques, contaminants, explosifs, malodorants ou dont le stockage est réglementé.

En particulier, et sans que cette liste ne soit limitative, sont interdits de stockage :

- Les denrées périssables sujettes à la pourriture
- Les déchets de toute nature (matières animales, toxiques, radioactives, dangereuses)
- Tout objet d'art et de collection de toute nature, fourrures, bijoux, pierres précieuses et pierres fines, tableaux de valeur ainsi que tous objets en métal précieux d'une valeur supérieure à 10.000 euros par ESPACE DE STOCKAGE sauf accord mentionné expressément dans le contrat d'assurance
- Tout ensemble ou meuble constituant un ensemble d'une valeur globale supérieure à 10.000 euros par ESPACE DE STOCKAGE, sauf autre accord mentionné expressément dans le contrat d'assurance
- Les animaux, morts ou vivants
- Les allumettes, briquets, feux d'artifice
- Les armes à feu et leurs munitions, les explosifs
- Les bombes aérosols
- Toute substance illégale, interdite de vente ou objet illégalement obtenu, comme les drogues, les contrefaçons, les produits issus de contrebande, vol ou recel, etc...
- Toute substance, préparation ou objet :
 - explosif tel que les gaz comprimés ou liquéfiés comme le GPL, l'acétylène, le butane, le propane...
 - inflammable tel que les vernis, les huiles (végétales, essentielles, minérales lourdes), les résines, les

paraffines, les fibres végétales brutes (coton, lin, chanvre...), l'acétone, le white spirit, l'alcool à brûler, le pétrole, le benzène, la térébenthine, le toluène, les nitrates (de sodium, de potassium, d'ammonium...)

- oxydant comme l'hydrogène, les chlorates (d'ammonium, de potassium...), les peroxydes, les acides perchloriques forts
 - toxique tel que les détachants, les pesticides, l'acide nitrique fumant
 - nocif comme les diluants pour peinture, les détachants
 - dangereux pour l'environnement comme les pesticides, les herbicides, les métaux lourds
 - irritant, sensibilisant, cancérigène, mutagène
- D'une manière générale, sont prohibées toutes les substances portant les symboles suivants et/ou faisant l'objet de conditions de stockage réglementées :



PRODUITS INFLAMMABLES



PRODUITS EXPLOSIFS



PRODUITS COMBURANTS



MATIÈRES TOXIQUES



MATIÈRES CORROSIVES



GAZ SOUS PRESSION



PRODUITS DANGEREUX POUR LE MILIEU AQUATIQUE



PRODUITS DANGEREUX POUR LA SANTÉ
Mutagène, respiratoire, cancérigène, risque pour la reproduction



PRODUITS DANGEREUX POUR LA SANTÉ
Sensibilité cutanée, inhalation, irritation des yeux

c. Règles de sécurité

- Il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte du site de la SOCIETE (zones extérieures comprises)
- Il est impératif de respecter les consignes de sécurité et de protection incendie affichées dans le site. Le CLIENT veillera à laisser les issues de secours dégagées. Il ne masquera ni ne gênera l'accès aux extincteurs, RIA, détecteurs de fumée, armoires électriques... ;
- Aucun objet ne dépassera des cloisons de l'ESPACE DE STOCKAGE, de manière à prévenir tout incendie et assurer le bon fonctionnement des dispositifs d'éclairage et/ou de protection incendie ;
- Le CLIENT devra informer au préalable la SOCIETE de tout stockage d'objets dont le poids est supérieur à 300kg/m² ;
- Le CLIENT n'installera aucune machine dans son ESPACE DE STOCKAGE et n'effectuera aucun travail par point chaud dans l'enceinte du site de la SOCIETE.

d. Les interdictions de stockage et règles de sécurité visées ci-dessus s'appliquent également à l'ensemble du site de la SOCIETE. Le non respect de celles-ci par le CLIENT entraîne la résiliation immédiate et sans préavis du contrat, sans préjudice de toute indemnisation de la SOCIETE pour les dommages en résultant. En pareil cas, le CLIENT s'exposera également à des poursuites pénales.

e. La SOCIETE se réserve le droit d'alerter les autorités compétentes et de les autoriser à accéder à l'ESPACE DE STOCKAGE dans le cas où l'utilisation de celui-ci ne lui semblerait pas conforme aux dispositions du contrat et particulièrement en cas de violation du présent article.

3.3. Réception de marchandises

Le CLIENT est seul responsable de la réception ou de l'expédition des biens entreposés dans son ESPACE DE STOCKAGE.

La SOCIETE n'est pas tenue de surveiller les marchandises livrées ou en attente d'être expédiées laissées en dehors de l'ESPACE DE STOCKAGE du CLIENT aux risques et périls de ce dernier. En aucun cas la SOCIETE ne pourra être tenue pour responsable du vol, de la dégradation ou d'un quelconque dommage subi par ces marchandises.

3.4. Règles de fonctionnement du site de la SOCIETE

Pour chacune de ses entrées et sorties du site, le CLIENT utilise le moyen d'accès qui lui a été remis par la SOCIETE et s'interdit de laisser l'accès aux

personnes le suivant et qui ne disposent pas de leur propre moyen d'accès.

Le CLIENT veille à ce que toute porte/portail d'accès au site de la SOCIETE se referme derrière lui avant de s'en éloigner et devra donc s'en assurer visuellement.

Le CLIENT respecte les consignes d'utilisation des installations sur place.

Le CLIENT n'utilisera les issues de secours qu'en cas d'urgence. Toute ouverture intempestive de ces issues de secours sera facturée au CLIENT au montant forfaitaire de **120 euros HT** qui fera l'objet d'une facture spécifique émise par la SOCIETE.

Le CLIENT s'engage à ne pas abandonner, même temporairement, détritux, objets ou matériel sous peine de devoir régler à la SOCIETE des frais pour dépôt non-autorisé d'un montant de **30 euros HT** par objet et des frais de débarrassage (montant forfaitaire : **30 euros HT** par m³), qui fera l'objet d'une facture spécifique émise par la SOCIETE.

Le CLIENT s'engage à ne pas obstruer les voies de circulations et/ou empêcher l'accès à tout autre client à son espace de stockage, même temporairement. sous peine de devoir régler à la SOCIETE des frais pour obstruction des voies d'accès d'un montant de **50 euros HT** fera l'objet d'une facture spécifique émise par la SOCIETE.

Le CLIENT s'engage à garer son véhicule exclusivement sur les places signalisées à cet effet ou devant son espace de stockage sans bloquer l'accès aux autres usagers. Il respectera la signalisation, le sens de la circulation et la limitation de la vitesse à **15 km/h** sur le site. Il veillera à ne pas gêner l'accès aux issues de secours avec son véhicule. Le CLIENT n'est pas autorisé à laisser son véhicule stationné en son absence (sauf accord préalable et écrit de la SOCIETE). A défaut, le stationnement non autorisé du véhicule du CLIENT sera facturé **50 euros HT** par jour ; ces frais de parking feront l'objet d'une facture spécifique émise par la SOCIETE. Enfin, il est rappelé que les règles du code de la route s'appliqueront sur le site.

3.5. Responsabilité du CLIENT

Le CLIENT entrepose ses biens dans son ESPACE DE STOCKAGE sous sa propre responsabilité, étant rappelé que la SOCIETE n'a pas à connaître la nature, la consistance ou la valeur des biens entreposés par le CLIENT ni à quel titre le CLIENT détient ou possède ces biens. Il est supposé en être le propriétaire. Le CLIENT reste gardien des biens entreposés au sens de l'article 1242 alinéa 1 du Code Civil. En conséquence, sa responsabilité sera engagée si des dommages sont occasionnés à cause de ses biens à d'autres biens entreposés dans les espaces de stockage voisins, à

l'établissement ou aux personnes y compris lors d'un changement de l'ESPACE DE STOCKAGE. Le CLIENT garantit la SOCIETE contre toute réclamation et recours des tiers relatifs à la propriété, la revendication des biens qu'il aura entreposés dans l'ESPACE DE STOCKAGE et s'engage à indemniser la SOCIETE en pareil cas.

Le CLIENT est responsable de la garde du moyen d'accès à son ESPACE DE STOCKAGE. La société n'est, de ce fait, pas responsable de l'accès à l'ESPACE DE STOCKAGE par un tiers qui serait muni du moyen d'accès et de la clé du cadenas fourni par la société remis au CLIENT, ni des vols ou dégradations des biens entreposés dont le CLIENT pourrait se plaindre.

Si l'ESPACE DE STOCKAGE est un container, la SOCIETE fournit un cadenas spécifique pour lequel la clé ne se reproduit pas. Le cadenas est protégé par un cache cadenas. En cas de perte ou de dysfonctionnement, la SOCIETE serait contrainte de percer le container, c'est la raison pour laquelle la SOCIETE est dans l'obligation de conserver le double de la clé qui lui a été remise par le fabricant du cadenas. Le CLIENT est informé qu'en cas d'urgence ou en cas de réquisition par une autorité judiciaire ou administrative compétente, le container pourra être ouvert grâce à ce double de clé. Le CLIENT **doit** ajouter son propre cadenas sur un emplacement qui lui est accessible en cas d'urgence. La société ne sera, pas responsable de l'accès au container par un tiers qui serait muni de la clé cadenas complémentaire du CLIENT, ni des vols ou dégradations des biens entreposés dont le CLIENT pourrait se plaindre. En cas de perte de la clé du cadenas spécifique par le CLIENT, le cadenas spécifique de remplacement lui sera facturé par la SOCIETE au montant forfaitaire de **49.00 euros HT** qui fera l'objet d'une facture spécifique émise par la SOCIETE.

Si l'ESPACE DE STOCKAGE est un box, le CLIENT doit fournir le cadenas qui le fermera. Le CLIENT sera le seul à posséder la clé de ce cadenas pour son box. La société ne sera, de ce fait, pas responsable de l'accès au box par un tiers qui serait muni de la clé du CLIENT, ni des vols ou dégradations des biens entreposés dont le CLIENT pourrait se plaindre.

Le CLIENT sera responsable de toutes dégradations de son fait et de celui de toute personne ayant eu accès au site de la SOCIETE avec son code ou sa clé, du matériel et des installations présents sur le site. Il s'engage à ce titre à indemniser la SOCIETE à hauteur des sommes qu'elle aura engagées pour leur réparation et/ou leur remplacement, sur présentation de justificatifs.

3.6. Responsabilité de la SOCIETE

Si un dysfonctionnement entraîne l'impossibilité pour le CLIENT d'avoir accès ou d'utiliser le matériel de

stockage mis à sa disposition dans le cadre du présent contrat pendant plus de 3 jours calendaires, et à défaut de matériel de remplacement, le paiement de la redevance en cours serait suspendu jusqu'à la disparition de désordre. Si cette situation durait plus de deux (2) semaines, la présente location serait résiliée de plein droit, et le locataire serait en droit d'obtenir le remboursement du dépôt de garantie.

3.7. Matériel de manutention

Le CLIENT est seul responsable de l'utilisation du matériel de manutention (transpal, diable, chariot...) mis à sa disposition gratuitement, selon les sites de la SOCIETE, aux heures d'ouverture des bureaux indiquées à l'entrée du site, et ce à ses risques et périls. En cas de demande d'utilisation du matériel de manutention en dehors des heures d'ouverture des bureaux, le CLIENT devra verser une caution d'un montant de 250 € à la SOCIETE qui lui sera remboursera au plus tard 7 jours après la fin de l'utilisation du matériel. A compter de la prise de possession de ce matériel jusqu'à sa restitution, il est gardien du matériel et doit en assurer la surveillance, la garde et le contrôle, au sens de l'article 1242 alinéa 1 du Code Civil. La SOCIETE ne pourra, en conséquence, être tenue responsable des dommages causés par le matériel de manutention mis sous la garde du CLIENT. La prise de possession du matériel vaut reconnaissance expresse de sa part que le matériel ne comporte ni défaut ni vice. La mise à disposition gratuite de chariots et transpalettes est révisable à la discrétion exclusive de la SOCIETE. Aucun de ces matériels ne pourra être stocké dans l'ESPACE DE STOCKAGE du CLIENT.

Si le CLIENT utilise son propre matériel de manutentions, il devra être stocké à l'intérieur de son ESPACE DE STOCKAGE entre chaque utilisation.

Seuls sont autorisés sur les sites de la SOCIETE les matériels de manutention énumérés ci-après : les rampes, transpal manuel ou électrique, gerbeurs, rolls et chariots.

Tout matériel de type chariot élévateur est interdit sur tous les sites de la SOCIETE.

3.8. Etat de l'ESPACE DE STOCKAGE

Le CLIENT reconnaît avoir visité l'ESPACE DE STOCKAGE préalablement à la signature du contrat et en accepter la mise à disposition en parfait état présumé de propreté.

Le CLIENT est responsable de l'entretien de l'ESPACE DE STOCKAGE ; il veillera à le maintenir dans cet état de propreté tout au long de sa mise à disposition.

Il déclare en outre que l'ESPACE DE STOCKAGE est conforme à l'utilisation qu'il compte en faire, dans le respect des présentes conditions d'utilisation.

3.9. Changement D'ESPACE DE STOCKAGE

La SOCIETE se réserve le droit, en cas de péril ou de nécessité impérieuse, de substituer à l'ESPACE DE STOCKAGE désigné aux Conditions Particulières un espace d'une surface égale, voire supérieure sans modification de prix et de durée de location, en prévenant par écrit le CLIENT, quinze (15) jours au moins à l'avance. En cas d'urgence, ce délai sera réduit à huit (8) jours. Le CLIENT déménagera par ses propres soins les biens entreposés dans les délais indiqués par la SOCIETE. A défaut, la SOCIETE facturera le défaut de diligence du CLIENT à hauteur du montant forfaitaire de 50 € HT par jour de retard.

4. FACTURATION ET CONDITIONS DE REGLEMENT

4.1. Dépôt de garantie

Le CLIENT s'engage à remettre lors de la signature du contrat un dépôt de garantie non productif d'intérêts correspondant à une redevance mensuelle TTC. Ce dépôt de garantie est encaissé par la SOCIETE. Il sera restitué au CLIENT dans un délai de trente (30) jours après la résiliation du contrat, sous réserve de l'exécution de toutes les charges et conditions du contrat et notamment après paiement de toutes sommes dues à la SOCIETE. Si le CLIENT ne restitue pas son ESPACE DE STOCKAGE dans l'état initial dans lequel il a été mis à sa disposition, le coût de sa remise en état, de son nettoyage et de son débarrasage pourra être déduit du montant du dépôt de garantie, sans préjudice de tout autre droit ou action de la SOCIETE.

En outre, le CLIENT autorise expressément la SOCIETE, de son seul chef, à compenser, en application de l'article 1347 du code civil, le dépôt de garantie avec les sommes dont il serait redevable à son égard et à prélever ces sommes en conséquence sur ce dépôt de garantie.

La compensation ci-dessus est réservée uniquement à la SOCIETE. Le CLIENT complètera sans délai le montant du dépôt de garantie de manière à ce qu'il soit toujours égal à un mois de redevance TTC en vigueur.

4.2. Redevance

La redevance de mise à disposition d'un ESPACE DE STOCKAGE est due dès le premier jour de la mise à disposition de l'espace de stockage jusqu'à la date de libération effective de l'ESPACE DE STOCKAGE.

Son montant dont le montant est fixé aux Conditions Particulières selon les prix en vigueur au jour de la conclusion du contrat est valable pour une période de 30 jours calendaires.

Elle fera l'objet d'une facturation mensuelle, comprenant s'il y a lieu tous autres frais annexes à la

prestation de mise à disposition de l'ESPACE DE STOCKAGE. Pour rappel, la facture sera transmise au CLIENT par voie électronique à défaut d'une manifestation contraire de sa part au moment de la signature du contrat.

Cette redevance est révisable dès lors que la SOCIETE aura informé le CLIENT au moins 30 jours avant la date de prise d'effet de la nouvelle redevance mensuelle.

La facturation sera arrêtée au jour de la restitution effective de l'ESPACE DE STOCKAGE.

La restitution effective s'entend par un ESPACE DE STOCKAGE libre de toute occupation et en parfait état d'entretien. Le CLIENT, sauf s'il est consommateur ou non professionnel, doit fixer impérativement avec la SOCIETE un rendez-vous sur place afin de restituer les clés éventuelles, les moyens d'accès, récupérer son cadenas personnel et de constater contradictoirement que l'espace de stockage a été intégralement libérée et restituée dans un parfait état de propreté comme au premier jour de location. A défaut, la facturation continuera de plein droit jusqu'à accomplissement des modalités de restitution ci-dessus évoquées. Si le CLIENT est consommateur ou non professionnel, il devra prendre contact avec la société pour organiser la restitution des clés, du cadenas, des moyens d'accès et la constatation de l'état de l'ESPACE DE STOCKAGE. En cas de non restitution de la clé et du cadenas, ceux-ci seront facturés **49.00 € HT** l'unité. En cas de non restitution des moyens d'accès ceux-ci seront facturés **20.00 € HT** l'unité. En cas de restitution de l'ESPACE DE STOCKAGE qui ne serait pas en parfait état de propreté, le nettoyage sera réalisé par la société et facturé au CLIENT pour un montant forfaitaire de **200 € HT**.

4.3. Modalités de règlement

Le paiement de la première redevance s'effectue par avance au jour de la signature du contrat par carte bancaire sur site ou par virement bancaire effectif.

En cas de prise d'effet du contrat après le 15 du mois, la première redevance sera également la redevance calculée au prorata du mois en cours augmentée de la redevance mensuelle suivante et sera à payer par avance au jour de la signature du contrat par carte bancaire sur site ou par virement bancaire effectif.

En cas de durée de stockage de moins de 3 mois stipulée aux Conditions particulières, le règlement de l'intégralité des redevances sera demandé par avance au jour de la signature du contrat par carte bancaire sur site ou par virement bancaire effectif.

Le paiement des factures suivantes s'effectue mensuellement et comptant, sans escompte, exclusivement par prélèvement SEPA. Au moment de la conclusion du contrat, le CLIENT signe à cet effet un

mandat de prélèvement SEPA qui autorise la SOCIETE à débiter son compte bancaire et remet un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) de ce compte. Une référence unique de mandat (RUM) sera créée pour le CLIENT par la SOCIETE et lui sera communiquée pour lui permettre d'identifier. Un délai de six (6) jours calendaires dérogatoire au droit commun, ce que le CLIENT accepte expressément, sera respecté entre l'envoi par courrier électronique, par défaut, de la facture sur laquelle figure l'information sur le prélèvement et le prélèvement effectif.

Tout rejet bancaire d'un prélèvement entraînera la facturation par la SOCIETE des frais bancaires qu'elle a supportés, sur justificatifs.

4.4. Retard de paiement

Des pénalités de retard de **4%** mensuels sur le montant dû seront appliquées à compter du 15^{ème} (quinzième) jour suivant la date d'émission de la facture et s'appliqueront à l'intégralité des sommes restant dues. Le CLIENT professionnel en retard de paiement, devient en outre de plein droit débiteur à l'égard de la SOCIETE de l'indemnité forfaitaire prévue au douzième alinéa du I de l'article L. 441-6 du code de commerce au titre des pour frais de recouvrement est fixé à **40 €** par facture. Cette indemnité, non soumise à la TVA, est due en sus des pénalités de retard et n'écarte pas la possibilité de demander une indemnisation complémentaire lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, sur justificatifs, ou en cas de résistance abusive du CLIENT.

5. ASSURANCE OBLIGATOIRE

L'ESPACE DE STOCKAGE doit être assuré par le CLIENT pendant toute la durée du contrat. La SOCIETE ne pourra mettre d'ESPACE DE STOCKAGE à disposition du CLIENT si celui-ci n'a pas souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable pour garantir les biens entreposés dans l'ESPACE DE STOCKAGE contre tous risques dont notamment les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de dégâts des eaux et contre les risques inhérents à l'occupation du ou des ESPACE DE STOCKAGE mis à disposition.

Le CLIENT devra remettre dès la signature et sur simple demande de la SOCIETE pendant toute la durée du contrat une attestation de son assureur prouver le maintien de sa couverture d'assurance avec mention de la clause de renonciation ci-après exposée. Cette attestation devra comporter obligatoirement une clause de renonciation à recours subrogatoire notamment contre la SOCIETE, les CLIENTS de la SOCIETE, l'assureur de la SOCIETE ou le propriétaire du bâtiment si la société n'en était pas propriétaire.

En cas de sinistre, celui-ci doit être déclaré par Le CLIENT à la SOCIETE dans le délai

de 72 heures à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de la survenance du sinistre. Le CLIENT devra également effectuer toutes les déclarations, s'il y a lieu, auprès des autorités compétentes.

En cas de non respect par le CLIENT de cette obligation d'assurance au jour de la signature du contrat, la SOCIETE est autorisée à refuser la signature du présent contrat.

En cas de non-respect de l'obligation de justification du maintien de sa couverture d'assurance pendant la durée du contrat passé un délai de 15 jours suivant la première relance adressée par voie électronique, ce que le CLIENT accepte expressément, une résiliation de plein droit du contrat en cours sera constatée par la SOCIETE qui en informera le CLIENT par lettre recommandée avec accusé réception à la dernière adresse postale déclarée par le CLIENT. Dans ce cas, les dispositions de l'article 8 relative à la fin du contrat s'appliqueront

Il est précisé à toute fins que la SOCIETE souscrit à sa propre assurance Responsabilité Civile dans le cadre de son activité professionnelle.

6. MODIFICATION/ANNULATION DU CONTRAT

Une réservation de l'emplacement peut être faite par le CLIENT qui ne sera effective qu'après la signature du contrat et paiement par avance de la première redevance selon les modalités prévues à l'article 4.2.

Toute réservation implique l'adhésion sans réserves aux présentes conditions.

En cas de réservation effectuée à distance (par internet ou par téléphone) par le CLIENT agissant en sa qualité de consommateur, celui-ci dispose d'un délai légal d'une durée de quatorze (14) jours francs pour exercer son droit de rétractation et annuler sans frais ni pénalités sa réservation. Les sommes versées par le CLIENT consommateur au titre de cette réservation lui seront intégralement remboursées par la SOCIETE sous un délai maximum de 14 jours à compter de la date à laquelle la SOCIETE aura été informée de la rétractation du CLIENT consommateur.

Le délai d'exercice du droit de rétractation court dès le lendemain du jour de la réservation conclue à distance. Lorsque le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. Ce droit pourra être exercé à l'aide d'un formulaire de rétractation remis par LA SOCIETE au CLIENT ou d'un courrier portant la mention RETRACTATION adressé à la SOCIETE. En cas de litige, Le CLIENT devra être en mesure de prouver qu'il a respecté le délai de rétractation.

Il est rappelé qu'il est prévue spécifiquement par l'article L 121-21-8 1° du Code de la consommation que le droit de rétractation ne peut être exercé pour les

contrats : « 1° De fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation ». Le consommateur qui entend renoncer expressément à son droit de rétractation afin de ne pas retarder l'exécution du contrat et la mise à disposition de l'ESPACE DE STOCKAGE devra le faire au moyen d'un écrit démontrant qu'il a pleinement conscience qu'il renonce à son droit.

En cas de modification par le CLIENT de la date de prise d'effet de la mise à disposition de l'ESPACE DE STOCKAGE, celle-ci étant reportée ou avancée, il n'y aura pas lieu à l'application de frais.

Les dispositions des sections 2, 3, 6 du chapitre applicables aux contrats conclus à distance et hors établissement entre consommateurs et professionnels contenues dans le code de la consommation sont étendues aux contrats conclus hors établissement entre la SOCIETE et le CLIENT professionnel dès lors que l'objet de ces contrats n'entre pas dans le champ de l'activité principale du professionnel sollicité et que le nombre de salariés employés par celui-ci est inférieur ou égal à cinq.

En cas d'annulation du contrat du fait du CLIENT, en dehors du cas d'une rétractation telle qu'exposée ci-dessus, la SOCIETE conservera toutes les sommes versées par le CLIENT au titre de la réservation de l'ESPACE DE STOCKAGE.

Il est précisé que la SOCIETE refusera toute réservation avec une prise d'effet supérieure à 1 mois à compter du jour de la signature du contrat.

7. DEFAUT DE PAIEMENT DU CLIENT OU NON-RESPECT DES OBLIGATIONS PAR LE CLIENT

En cas de rejet du prélèvement d'une facture à son échéance ou en cas de non respect par le CLIENT d'une quelconque des présentes obligations à l'exception des dispositions spéciales prévues à l'article 5, celle-ci adressera au CLIENT une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à la dernière adresse déclarée par le CLIENT d'avoir à régulariser la situation avant la fin du mois et l'informant qu'à défaut, une nouvelle tentative de prélèvement sera tentée en complément du prélèvement de la facture mensuelle suivante.

Dans le cas d'un nouveau rejet du prélèvement par la banque du CLIENT à l'échéance suivante, le contrat sera résilié de plein droit par la SOCIETE. L'information de cette résiliation et de son point de départ effectif sera donnée au CLIENT par la SOCIETE par lettre recommandée avec accusé de réception à la dernière adresse déclarée par le CLIENT.

Les pénalités de retard prévues à l'article 4.4. ci-avant en cas de retard de paiement ou de paiement partiel des factures dues restent applicable en cas de

résiliation de plein droit du contrat jusqu'au complet paiement des redevances et sommes dues.

A défaut d'une régularisation préalable de la situation comptable débitrice la SOCIETE ou d'une décision préalable et écrite de la SOCIETE autorisant le CLIENT à libérer intégralement l'ESPACE DE STOCKAGE et à le remettre en parfait état d'entretien, la SOCIETE refusera l'accès de l'ESPACE DE STOCKAGE au CLIENT, sauf s'il est non professionnel ou consommateur.

Dans le cas d'une autorisation d'accès à l'ESPACE DE STOCKAGE avec dispense de régularisation préalable de la situation comptable débitrice, la SOCIETE conservera toute liberté d'action à l'égard du CLIENT pour recouvrer le montant de sa créance. Cette autorisation d'accès ne pourra être interprétée comme une renonciation du droit de poursuite de la SOCIETE à l'égard du CLIENT

Si après résiliation de plein droit du contrat pour défaut de paiement du CLIENT ou non-respect des obligations imposées par le présent contrat au CLIENT à l'exception des dispositions spéciales prévues à l'article 5, le CLIENT ne se manifeste pas spontanément auprès de la SOCIETE dans le délai de huit jours (8) jours à compter de la première présentation de la lettre recommandée avec accusé de réception comportant l'information relative à la résiliation de plein droit du contrat pour organiser la libération de l'ESPACE DE STOCKAGE par lui-même ou personne mandatée par lui dans le délai maximum de huit (8) jours, la SOCIETE sera autorisée à procéder à l'ouverture forcée de l'ESPACE DE STOCKAGE pour y retirer les biens laissés par le CLIENT, reprendra toute liberté aux risques et périls du CLIENT quant au déplacement des biens entreposés et sollicitera aux frais du CLIENT l'application des dispositions de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés.

Le CLIENT restera redevable également des redevances mensuelles dues jusqu'à libération effective et supportera en sus l'ensemble des coûts engagés par la SOCIETE pour la gestion des biens abandonnés (notamment des frais de débarrasage / vente / honoraires et frais de procédure / ouverture forcée de l'ESPACE DE STOCKAGE) et la remise en état de l'ESPACE DE STOCKAGE.

Les frais de stockage après déplacement des biens du CLIENT précédemment entreposés dans l'ESPACE DE STOCKAGE mis à disposition sont fixés forfaitairement à **20 € HT** par jour par mètre carré occupé.

Le CLIENT, sauf s'il est consommateur ou non-professionnel est ainsi informé expressément que les biens qu'il a entreposés dans l'ESPACE DE STOCKAGE constituent pour la SOCIETE une garantie du paiement des redevances et sommes dues relatives à leur entreposage pouvant entraîner, sauf s'il est non

professionnel ou consommateur, le refus temporaire d'accès à ses biens jusqu'au complet paiement des sommes dues et le dessaisissement de ses biens par leur mise en vente en cas de rejet du prélèvement de deux redevances successives entraînant la résiliation de plein droit du contrat ou en cas de non respect par le CLIENT d'une quelconque des présentes obligations à l'exception des dispositions spéciales prévues à l'article 5.

En cas de vente des biens entreposés autorisée par le juge compétent, l'officier public chargé de la vente payera, après prélèvement des frais, la créance de la SOCIETE. Le surplus sera versé à la Caisse des dépôts et consignations, au nom du CLIENT, par l'officier public, sans procès-verbal de dépôt.

8. FIN DU CONTRAT

A la date d'effet de la cessation du contrat, pour quelle que cause que ce soit (arrivée du terme, résiliation ou non renouvellement), le CLIENT s'engage à :

- restituer le ESPACE DE STOCKAGE vide et en parfait état de propreté, ainsi que les clés échéant ou tout autre moyens d'accès remis par la SOCIETE au CLIENT au jour de la signature du contrat, de manière à permettre à la SOCIETE d'y accéder et d'en disposer à nouveau librement,
- régler intégralement les redevances, frais et indemnités et plus généralement toutes sommes mises à sa charge en application du contrat. Restituer les clés, cadenas et moyens d'accès.

En cas de restitution anticipée de l'ESPACE DE STOCKAGE en cours de préavis et avant la date initialement prévue, le CLIENT restera redevable de l'intégralité de la redevance due sans possibilité de bénéficier d'une réduction de cette redevance au prorata de son occupation effective.

En cas de restitution tardive, la facturation de la redevance mensuelle continuera de plein droit jusqu'à accomplissement des modalités de restitution ci-dessus évoquées.

Dans le cas où l'ESPACE DE STOCKAGE ne serait pas restitué à la date de cessation du contrat dans son état initial c'est-à-dire en parfait état de propreté, des frais de nettoyage de **200 € HT** seront facturés au CLIENT.

A défaut d'avoir restitué l'ESPACE DE STOCKAGE à la date d'effet de la cessation du contrat, la SOCIETE procédera selon les dispositions prévues à l'article 7 relatives aux conséquences du défaut de paiement du CLIENT ou non-respect des obligations par le CLIENT

Le CLIENT supportera dans l'ensemble des coûts engagés par la SOCIETE pour la gestion des biens abandonnés en fin de contrat et énumérés à l'article 7.

9. ACCES A L' ESPACE DE STOCKAGE DU CLIENT PAR LA SOCIETE

Outre les cas expressément visé à l'article relatif au défaut de paiement du CLIENT ou non-respect des obligations par le CLIENT, la SOCIETE pourra accéder à l'ESPACE DE STOCKAGE dans les cas suivants :

- En cas d'urgence ou de force majeure, la SOCIETE se réserve le droit de pénétrer par force dans l'ESPACE DE STOCKAGE, sans en avertir préalablement le CLIENT, et ce afin de préserver la sécurité de l'ESPACE DE STOCKAGE et des biens et plus généralement de l'établissement ou des personnes. La SOCIETE pourra, exceptionnellement dans ce cas être amenée à déplacer les biens du CLIENT, ce qu'il accepte. En toutes hypothèses, la SOCIETE en avertira postérieurement le CLIENT.
- En cas de requête de la Police, des Pompiers, de la Gendarmerie ou d'une décision de justice, la SOCIETE pourra être conduite à ouvrir l'accès à l'ESPACE DE STOCKAGE sans en avoir averti le CLIENT. De même, en cas de doute de la SOCIETE sur la conformité des biens entreposés par le CLIENT ou plus généralement dans le cas où la SOCIETE aurait connaissance d'une quelconque inobservation des conditions d'utilisation de l'ESPACE DE STOCKAGE, celle-ci se réservera le droit d'en autoriser l'accès pour vérification par les autorités compétentes, en l'absence du CLIENT.
- En outre, la SOCIETE se réserve le droit, après en avoir informé préalablement le CLIENT, de pénétrer dans son ESPACE DE STOCKAGE afin de procéder à des travaux d'entretien ou de réparation, à l'installation de tout système de sécurité et plus généralement afin de procéder à des aménagements de l'établissement, y compris en dehors de toute autorisation du CLIENT.

10. ELECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION - LOI APPLICABLE

Pour l'exécution du présent contrat et de ses suites, la SOCIETE et le CLIENT font élection de domicile à leur adresse respective figurant aux Conditions Particulières.

En cas de changement d'adresse postale du CLIENT, celui-ci en informera par écrit la SOCIETE avant que ce changement prenne effet. A défaut, le changement d'adresse ne sera pas opposable à la SOCIETE. En particulier, toute correspondance adressée à l'adresse dernière déclarée à la SOCIETE sera réputée régulière et produira tous ses effets à la date de première présentation par la poste de ladite lettre, et cela même

si ledit courrier envoyé par recommandé avec accusé réception revient à la SOCIETE avec la mention « N'HABITE PAS A L'ADRESSE INDIQUEE ».

Le CLIENT s'engage également à prévenir LA SOCIETE, au préalable et par écrit, de tout changement de numéro(s) de téléphone.

Toute modification de l'adresse de courrier électronique de l'une des parties doit être signalée à l'autre partie, jusqu'à la date d'effet de la cessation du contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 8 jours après le changement d'adresse électronique. Le CLIENT est également avisé que tout envoi effectué à la dernière adresse électronique déclarée sera réputée faite à sa personne.

La loi applicable est celle du pays dans lequel s'exécute le contrat de mise à disposition de ESPACE DE STOCKAGE.

Si l'une des stipulations du présent contrat était annulée, cette nullité n'entraînerait pas la nullité des autres stipulations qui demeureront en vigueur entre les parties.

En cas de litige relatif à l'exécution, l'interprétation ou la rupture du présent contrat, et à défaut de solution amiable mettant fin à ce litige, les Tribunaux du lieu d'exécution de la prestation seront compétents, sans préjudice des droits de la SOCIETE de saisir toute autre juridiction compétente au regard de la législation en vigueur.

Dans le cas où le CLIENT est un consommateur, celui-ci pourra engager une procédure devant la juridiction de son choix ou recourir à une médiateur ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends.

S'agissant du recours au médiateur, il est rappelé les dispositions de l'article L.612-1 du code de la consommation : « Tout consommateur a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à un professionnel. A cet effet, le professionnel garantit au consommateur le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation.

Le professionnel peut mettre en place son propre dispositif de médiation de la consommation ou proposer au consommateur le recours à tout autre médiateur de la consommation répondant aux exigences du présent titre.

Lorsqu'il existe un médiateur de la consommation dont la compétence s'étend à l'ensemble des entreprises d'un domaine d'activité économique dont il relève, le

professionnel permet toujours au consommateur d'y recourir.

Les modalités selon lesquelles le processus de médiation est mis en œuvre sont précisées par décret en Conseil d'Etat. »

En application de l'article L. 616-1 du code de la consommation, la SOCIETE communique au consommateur les coordonnées du médiateur de la consommation dont elle relève :

**M. Christian Delesalle
FEDERATION DES ENTREPRISES DU
COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION
12, rue Euler 75008 Paris -
Tél. 01 44 43 99 00 - Fax 01 47 20 53 53
Courriel : cdelesalle@fcd.fr
<https://mediateur.fcd.fr/reclamation/>**

11. LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES / PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le CLIENT est informé que, dans le cadre de la gestion et de l'exécution de la location :

- la SOCIETE est amenée à accéder à des Données Personnelles dans le respect des dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, le « RGPD ») et de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée par la Loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (ci-après désignés ensemble, la « Règlementation Applicable ») ;
- les Données Personnelles font l'objet d'un traitement automatisé par la SOCIETE, à des fins de constitution d'un fichier CLIENT et de la gestion de la relation CLIENT, par son personnel et/ou le personnel de ses partenaires chargés de tout ou partie de la commande ou de l'exécution de la location ;
- la SOCIETE traite des Données Personnelles portant sur les nom, prénoms, numéro de téléphone, adresse de messagerie électronique et adresse postale des personnes concernées.

Dans le cadre de la gestion et l'exécution de la Commande, les Données Personnelles peuvent être communiquées par la SOCIETE à :

- tout sous-traitant présentant les garanties appropriées au regard de la Règlementation Applicable ;
- toute société contrôlée par la SOCIETE, contrôlant la SOCIETE ou sous contrôle commun au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

La SOCIETE peut devoir communiquer tout ou partie des Données Personnelles à des autorités judiciaires ou administrations compétentes en application du droit applicable ou dans le cadre de décisions impératives. La SOCIETE s'engage à limiter la communication des Données Personnelles à ce qui est expressément et limitativement requis.

Dans l'hypothèse où la SOCIETE transfère des Données Personnelles dans un pays ne bénéficiant pas d'une décision d'adéquation de la Commission européenne, la SOCIETE s'engage à mettre en œuvre les garanties appropriées à la préservation de la confidentialité et de l'intégrité des Données Personnelles conformément aux dispositions de la Règlementation Applicable (notamment l'article 46 du RGPD).

La location et les conditions générales de location n'instaurent entre les Parties aucune responsabilité conjointe au sens de l'article 26 du RGPD, ni de relation de sous-traitance au sens de l'article 28 du RGPD.

En conséquence, chaque Partie sera qualifiée de responsable de ses traitements selon la Règlementation Applicable et s'engage à respecter en ce sens l'ensemble des obligations associées à ce statut.

Le CLIENT autorise expressément la SOCIETE à sous-traiter tout ou partie des traitements de Données Personnelles. La SOCIETE s'engage à ce titre à fournir au CLIENT la liste de ses propres sous-traitants, avec mise à jour le cas échéant. Dans les limites permises par la loi, la SOCIETE s'engage à respecter l'ensemble des obligations mises à la charge des sous-traitants par la Règlementation Applicable.

Le cas échéant, la SOCIETE s'engage à ce que les Données Personnelles du CLIENT soient hébergées en France ou au Danemark, où se situe son siège social, et que ces Données Personnelles ne soient en aucun cas transmises (en dehors de ce qui est convenu à la Commande ou aux présentes), vendues ou cédées à un tiers, sauf en cas d'obligation légale, ou à la suite d'une décision de justice, ou si la transmission est requise en vue de poursuites pénales ou individuelles en cas d'attaque contre l'infrastructure informatique de la SOCIETE.

Conformément aux dispositions de la Règlementation Applicable (articles 15 à 22 du RGPD), le CLIENT et toute personne concernée disposent du droit de demander à la SOCIETE l'accès, la rectification, l'effacement et/ou la limitation du traitement des Données Personnelles, ou du droit de s'opposer au traitement et/ou à la portabilité des Données Personnelles.

Conformément à la Règlementation Applicable, le CLIENT est informé que les Données Personnelles qui sont dérivées, calculées ou inférées par la SOCIETE à partir des données fournies par le CLIENT sont exclues du droit à la portabilité, dans la mesure où elles ne sont pas fournies par le CLIENT, mais créées par la SOCIETE.

Pour exercer ces droits, le CLIENT ou toute personne concernée pourra s'adresser à Helge Lunau par courrier électronique à l'adresse suivante : hl@tcmail.eu

La SOCIETE ne pourra en aucun cas être tenue responsable en cas de défaut de fourniture de tout ou partie des Données Personnelles ou de fourniture de Données Personnelles en tout ou partie erronées.

La SOCIETE conserve les Données Personnelles du CLIENT pendant la durée nécessaire à la gestion et à l'exécution des Commandes. La SOCIETE peut conserver les Données Personnelles postérieurement à l'exécution de la location, pendant la durée nécessaire pour satisfaire toute obligation légale, réglementaire, comptable ou fiscale de conservation des Données Personnelles (notamment à des fins probatoires) ou de communication à des autorités habilitées (administration, services de police, etc.).

12. INFORMATIONS DIVERSES/ MODIFICATION DES PRESENTES CONDITIONS GENERALES

La mise à disposition d'un ESPACE DE STOCKAGE par la SOCIETE implique l'adhésion sans réserve du CLIENT aux présentes Conditions Générales de Vente qui prévalent sur toutes autres conditions, à l'exception de celles qui ont été acceptées expressément par la SOCIETE.

Le CLIENT déclare accepter que ces Conditions Générales de Vente lui soient remises sous format papier ou qu'elles soient disponibles et consultables sur le site internet de la SOCIETE.

La SOCIETE pourra modifier les présentes Conditions Générales après en avoir informé le CLIENT soit par courrier postal simple ou courrier électronique, soit par annonce sur son site internet, au moins trente (30) jours avant leur prise d'effet.

Le CLIENT sera réputé avoir accepté les Conditions Générales modifiées sauf notification contraire de sa part, faite par écrit à la SOCIETE dans les 30 jours suivant son information.

Il est à nouveau que la nullité de l'une des clauses des présentes Conditions Générales n'entraînera pas la nullité de la totalité des Conditions Générales.

Les présentes Conditions Générales annulent et remplacent toutes autres Conditions Générales du contrat de mise à disposition d'un espace de stockage précédemment signées par le CLIENT.

En cochant la case de reconnaissance de nos conditions générales sur le contrat de mise à disposition d'un espace de stockage, le CLIENT reconnaît qu'il a pris connaissance des conditions générales, qu'il les a lue, qu'il les a acceptées et qu'il en a reçues une copie.

**FORMULAIRE DE RÉTRACTATION RESERVE
AU CONSOMMATEUR ET NON
PROFESSIONNEL
(ANNEXE A L'ARTICLE R. 221-3 DU CODE DE
LA CONSOMMATION)**

**A l'attention de la société TITAN
CONTAINERS – Parc des Activités
les Vallées – Rue des Entrepreneurs –
45770 SARAN :**

**Je vous notifie par la présente ma
rétractation du contrat portant sur la
location du bien ci-dessous :**

Nom :

Lieu de l'ESPACE DE STOCKAGE :

Réservé le :

**Date :
Signature**

✂-----

**INFORMATIONS CONCERNANT L'EXERCICE DU
DROIT DE RÉTRACTATION**

Droit de rétractation

Vous avez le droit de vous rétracter du présent contrat sans donner de motif dans un délai de quatorze jours.

Le délai de rétractation expire quatorze jours après le jour de la conclusion du contrat.

Pour exercer le droit de rétractation, vous devez nous notifier la société TITAN CONTAINERS votre décision de rétractation du présent contrat au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté (par exemple, lettre envoyée par la poste, télécopie ou courrier électronique). Vous pouvez utiliser le modèle de formulaire de rétractation ci-dessus mais ce n'est pas obligatoire.

Effets de rétractation

En cas de rétractation de votre part du présent contrat, nous vous rembourserons tous les paiements reçus de vous sans retard excessif et, en tout état de cause, au plus tard quatorze jours à compter du jour où nous sommes informés de votre décision de rétractation du présent contrat.

Nous procéderons au remboursement en utilisant le même moyen de paiement que celui que vous aurez utilisé pour la transaction initiale, sauf si vous convenez expressément d'un moyen différent ; en tout état de cause, ce remboursement n'occasionnera pas de frais pour vous.

Vous devrez restituer l'ESPACE DE STOCKAGE libre de toute occupation et en parfait état d'entretien, sans retard excessif et, en tout état de cause, au plus tard quatorze jours après que vous nous aurez communiqué votre décision de rétractation du présent contrat.

Votre responsabilité n'est engagée qu'à l'égard de la dépréciation du bien résultant de manipulations autres que celles nécessaires pour établir la nature, les caractéristiques et le bon fonctionnement de ce bien.

Si vous avez demandé de commencer la prestation de pendant le délai de rétractation, vous devrez nous payer un montant proportionnel à ce qui vous a été fourni jusqu'au moment où vous nous avez informé de votre rétractation du présent contrat, par rapport à l'ensemble des prestations prévues par le contrat.